

Réf. : 2021-72

**- A R R E T E -**  
**PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SAS MONT-BLANC**  
**DE SE CONFORMER A L'ARRETE MINISTERIEL DU 14 DECEMBRE 2013 RELATIF A LA**  
**PREVENTION DU RISQUE DE PROLIFERATION DE LEGIONNELLES POUR SON**  
**ETABLISSEMENT SITUE A SAINTE-MERE EGLISE (CHEF DU PONT)**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et, en particulier, les articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 511-1 ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux circuits de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air relevant du régime de l'enregistrement préfectoral au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2018 constituant le périmètre et les prescriptions du permis d'exploiter de la SAS Mont-Blanc pour son établissement situé à Chef du Pont au 2 rue du Capitaine Rex Combs, au titre de la législation relative aux installations classées, y compris pour les circuits de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air relevant de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le rapport du 28 avril 2021 de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite d'inspection réalisée le 15 avril 2021 de l'établissement de la SAS Mont-Blanc situé au 2 rue du Capitaine Rex Combs à Sainte-Mère Eglise, commune déléguée de Chef du Pont ;
- VU** le courrier du 28 avril 2021 de l'inspection des installations classées transmettant le rapport d'inspection à l'exploitant et la proposition de mise en demeure ;
- VU** la réponse du 6 mai 2021 de la SAS Mont-Blanc indiquant qu'elle n'a pas de remarques à formuler sur les écarts relevés et faisant part d'un plan d'action de réponse aux écarts avec les de réalisation envisagés ;

**CONSIDERANT** ce qui suit :

- le rapport de l'APAVE (organisme compétent et indépendant pour établir des contrôles de vérification des circuits de refroidissement évaporatif avec dispersion d'eau dans un flux d'air en application de l'article 26.IV.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié) suite à la vérification de conformité réglementaire du circuit UP2 en date du 7 avril 2021 consécutif à la prolifération de légionelles mise en évidence à l'occasion du prélèvement du 17 septembre 2020 ;
- les écarts réglementaires, visant le circuit UP2, identifiés dans le rapport APAVE vis-à-vis des obligations faites à l'exploitation via les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié ;
- le fait que certains de ces écarts réglementaires (bras morts notamment) concernent la prévention ou la surveillance de facteurs de risques de prolifération identifiés par l'exploitant (à travers l'analyse méthodologique des risques de prolifération de légionelles) comme essentiels à la maîtrise de ce risque ;
- les insuffisances résiduelles (qu'elles soient techniques ou organisationnelles) relevées par l'inspection à l'occasion de la visite du 15 avril 2021, notamment vis-à-vis du plan d'entretien visé à l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié ;
- les constats répétés de dépassements de prolifération de légionelles *pneumophila* dans ces dispositifs, en particulier les 19 août 2020, 17 septembre 2020, 1<sup>er</sup> octobre 2020, 15 octobre 2020, 21 janvier 2021 ou encore 4 février 2021 montrant un manque d'entretien préventif de ces installations ;
- la dangerosité intrinsèque des légionelles *pneumophila*, bactéries infectieuses pouvant être mortelles pour l'homme lorsqu'elles sont inhalées ;
- le contexte d'urbanisation (hors site) autour des tours des circuits de fonctionnement évaporatif avec dispersion d'eau dans un flux d'air rendant possible l'inhalation par l'homme de fines gouttelettes d'eau chargées en légionelles *pneumophila* ;
- qu'il convient dans ces conditions de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- que le calendrier des actions correctives proposé par la société dans son courrier du 6 mai 2021 ne permet pas de lever les écarts rapidement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La SAS Mont-Blanc (SIREN 448954362) dont le siège social est situé au 2 rue du Capitaine Rex Combs à Sainte-Mère Eglise – commune déléguée de Chef du Pont (50480), ci-après appelée exploitant, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour son établissement situé à ladite adresse de respecter les prescriptions applicables suivantes, selon les délais ci-après précisés :

- **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 12.II.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en créant des

- **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 12.II.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en créant des aménagements permettant d'accéder aux parties internes et aux rampes de dispersion des tours aéroréfrigérantes des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air des circuits UP1 et UP2 de façon à faciliter leur entretien dans les conditions de sécurité et le contrôle de l'efficacité de cet entretien.
- **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en présentant une liste exhaustive des bras morts de conception et d'exploitation des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air des circuits SCHEFFERS, UP1 et UP2 et des échéances de réalisation d'actions correctives associées (basées notamment sur l'évaluation de la criticité des bras morts d'exploitation) en vue de minimiser le risque de prolifération.
- **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau à effet permanent des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air des circuits QUAI & SCHEFFERS au regard des recommandations techniques du fournisseur du biocide oxydant BWT CS3016+.
- **sous un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en élaborant un plan d'entretien des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air des circuits QUAI, SCHEFFERS, UP1 et UP2 définissant les mesures d'entretien préventif visant à réduire le biofilm et les dépôts sur les parois des installations.

## **Article 2 :**

Toute mise en demeure non suivie d'effet constitue un délit.

Faute, pour la SAS Mont-Blanc de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-8 et L. 173-2 du code de l'environnement.

## **Article 3 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée conformément aux articles L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration et R. 421-1 du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 4 -**

Le présent arrêté sera notifié à la SAS Mont-Blanc.


Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche [www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis](http://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis) pendant une durée minimale de quatre mois.

Il est transmis, pour information, au maire de Sainte-Mère Eglise.

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture, la SAS Mont-Blanc, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le **31 MAI 2021**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Laurent SIMPLICIEN